

Art. 4.— Il est ajouté au 1° de l'article 26 de la délibération n° 2008-69 APF du 24 novembre 2008 susvisée un e) rédigé ainsi qu'il suit :

“e) Responsable SSLIA exerçant ces fonctions depuis au moins cinq ans, titulaire du diplôme de formation initiale de chef de manœuvre et attestant du suivi de la formation de chef de manœuvre et de la validation de la formation management SSLIA niveau 1 et de la formation management SSLIA niveau 2 délivrée par un organisme agréé au sens de la réglementation relative au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes applicable en Polynésie française.”

Art. 5.— Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire de séance,
Joseph AH-SCHA.

Le président,
John TOROMONA.

DELIBERATION n° 2017-90 APF du 19 septembre 2017 portant instauration d'une aide financière aux particuliers pour l'installation d'une unité de production d'énergie photovoltaïque en Polynésie française.

NOR : ENR1720273DL-4

La commission permanente,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-3 du 11 février 2009 portant aménagement d'un régime fiscal et douanier privilégié en matière d'énergie et de développement durable, notamment ses articles LP. 3 et LP. 4 ;

Vu la loi du pays n° 2013-27 du 23 décembre 2013 relative aux principes directeurs de la politique énergétique de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2013-28 du 23 décembre 2013 relative à la production d'énergie électrique ;

Vu l'arrêté n° 976 CM du 1er juillet 2009 portant application des articles LP. 3 et LP. 4 de la loi du pays n° 2009-3 du 11 février 2009 portant aménagement d'un régime fiscal et douanier privilégié en matière d'énergie et de développement durable ;

Vu l'arrêté n° 1312 CM du 4 août 2017 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2305-2017 APF/SG du 11 septembre 2017 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 110-2017 du 7 septembre 2017 de la commission de l'équipement, de l'urbanisme, de l'énergie et des transports terrestres et maritimes ;

Dans sa séance du 19 septembre 2017,

Adopte :

Article 1er.— Dans les limites et conditions fixées par la présente délibération et par son arrêté d'application, toute personne physique majeure, à jour de ses obligations fiscales, propriétaire ou copropriétaire d'un ou plusieurs logements en Polynésie française, ci-après dénommée “le bénéficiaire”, peut bénéficier d'une aide financière à l'installation d'une unité de production d'énergie photovoltaïque sur la toiture de son logement ou sur tout autre support situé sur la propriété.

Par logement, il convient d'entendre toute maison individuelle, local à usage d'habitation, à l'exclusion de tout usage commercial ou professionnel.

Par le terme “installation d'une unité de production d'énergie photovoltaïque”, on entend la mise en œuvre d'un générateur de production d'énergie électrique à partir d'énergie solaire comprenant :

- pour les unités de production raccordées au réseau : la pose des panneaux solaires, des onduleurs et/ou des régulateurs de charge solaire, des dispositifs de protection AC et DC, y compris le cas échéant de la structure de support sur toiture ou au sol, des visseries et câblages nécessaires et des coûts d'installation, de sorte que le générateur soit opérationnel et l'installation soit conforme aux normes de sécurité en vigueur.
- pour les unités de production autonome : la pose des panneaux solaires, des onduleurs et/ou des régulateurs de charge solaire, des batteries solaires, des dispositifs de protection AC et DC, y compris le cas échéant de la structure de support sur toiture ou au sol, des visseries et câblages nécessaires et des coûts d'installation, de sorte que le générateur soit opérationnel et l'installation soit conforme aux normes de sécurité en vigueur.

Ne sont pas considérés comme composants de l'unité de production d'énergie photovoltaïque les éléments de fondation (dalle en béton, etc.) ainsi que, pour les sites isolés, les dispositifs d'appoint en énergie tels que les groupes électrogènes.

Par le terme “site isolé” sont considérés les lieux qui ne sont pas physiquement raccordés au réseau de distribution publique d'électricité et dont le coût de raccordement serait supérieur au coût de l'installation d'une unité de production d'énergie photovoltaïque en site isolé.

Art. 2.— Le présent dispositif est prévu pour une durée d'un an, prorogeable une fois par arrêté du conseil des ministres, à compter de la publication de la présente délibération.

Art. 3. — I - S'agissant d'une installation de type site isolé, le bénéfice de cette aide est accordée à toute personne physique visée à l'article 1er désireuse de faire installer une unité de production d'énergie photovoltaïque neuve dont :

- le montant ne peut être supérieur à *mille deux cents francs CFP* (1 200 F CFP) par watt-crête (Wc) installé hors coût du fret pour son expédition dans les îles autres que les îles du Vent et hors surcoût lié à l'immobilisation des équipes de pose résultant d'une mauvaise desserte aérienne et maritime ;
- le ratio de la quantité d'énergie stockée dans les batteries, exprimée en watt-heure (Wh), divisée par la puissance crête des modules solaires, exprimée en watt-crête (Wc), est supérieur ou égal à treize watts-heures par watt-crête (13 Wh/Wc).

II - S'agissant d'une installation de type connecté réseau le bénéfice de cette aide est accordée à toute personne physique visée à l'article 1er désireuse de faire installer une unité de production d'énergie photovoltaïque neuve dont :

- Le montant ne peut être supérieur à *trois cent vingt francs CFP* (320 F CFP) par watt-crête (Wc) installé, hors coût du fret pour son expédition dans les îles autres que les îles du Vent.

III - Ces montants s'entendent toutes taxes comprises.

Art. 4. — Une même personne physique peut bénéficier d'une aide pour chacun des logements dont elle est propriétaire. Elle ne peut bénéficier que d'une seule aide par logement. Un même logement n'ouvre droit qu'à une seule aide, quel que soit le nombre de copropriétaires.

Pour tout logement raccordé au réseau public de distribution d'électricité, le logement est identifié par la référence technique unique de son compteur électrique.

Pour tout logement non raccordé au réseau public de distribution d'électricité, le logement est identifié par le titre de propriété.

Art. 5. — Pour les installations de type site isolé le bénéfice de l'aide n'est accordé que dans les cas où le raccordement au réseau public de distribution d'électricité génère un coût supérieur à une installation d'une unité de production d'énergie photovoltaïque en site isolé.

Art. 6. — Le montant de l'aide de la Polynésie française est fixé ainsi qu'il suit :

- pour une installation de type connecté réseau à *cent mille francs CFP* (100 000 F CFP) sans qu'il puisse représenter plus de 75 % du montant de ladite installation ;
- pour une installation de type site isolé à *trois cents francs CFP* (300 F CFP) par watt-crête (Wc) installé dans la limite de *six cent mille francs CFP* (600 000 F CFP).

Art. 7. — L'aide est sollicitée lors de la déclaration d'exploiter préalable à la création d'une unité de production d'énergie électrique conformément à la loi du pays n° 2013-28

du 23 décembre 2013 relative à la production d'énergie électrique, auprès du service en charge des énergies.

Art. 8. — L'aide de la Polynésie française est accordée par arrêté du ministre en charge des énergies qui précise :

- le montant de l'aide ;
- les caractéristiques techniques de l'installation prévue ;
- la durée de la mise en œuvre du projet qui ne peut excéder cinq mois pour un site isolé et trois mois pour un connecté réseau.

La décision est préalable au démarrage des travaux.

Art. 9. — L'aide est versée au bénéficiaire sur justificatifs de la réalisation de l'installation conformément aux règlements en vigueur et factures acquittées.

Art. 10. — Le service en charge des énergies est chargé de tenir à jour un tableau de suivi des aides accordées au travers du présent dispositif et d'en dresser un bilan semestriel à destination de son ministère de tutelle.

Art. 11. — Le service en charge des énergies peut procéder, à tout moment à un contrôle sur place de la réalité de l'installation. En cas de manquement des obligations du bénéficiaire, un titre de recette sera émis pour le remboursement de l'aide versée.

Art. 12. — Les modalités d'application de la présente délibération, notamment celles relatives aux différents contrôles administratifs et à la procédure de versement de l'aide de la Polynésie française, sont définies par arrêté en conseil des ministres.

Art. 13. — La présente mesure n'est pas cumulable avec tout autre avantage fiscal existant ou pouvant être institué, hormis les avantages accordés au titre des articles LP. 3 et LP. 4 de la loi du pays n° 2009-3 du 11 février 2009 portant aménagement d'un régime fiscal et douanier privilégié en matière d'énergie et de développement durable.

Art. 14. — La présente délibération entrera en vigueur à une date fixée par arrêté pris en conseil des ministres et au plus tard le 15 octobre 2017.

Art. 15. — Elle est applicable aux unités installées postérieurement à la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de l'arrêté nécessaire à son application, dans la limite de l'enveloppe budgétaire prévue à cet effet.

Art. 16. — Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire de séance,
Joseph AH-SCHA.

Le président,
John TOROMONA.